

ENQUETE PUBLIQUE

PROJET UGI'RING À LA LECHERE (73)

Demande de prolongation de la durée de l'enquête publique

Je suis résident secondaire à moins d'un km du site. J'ai passé les vacances de février sans avoir été informé d'un tel projet. C'est grâce à une réunion organisée le 01^{er} mars 2024 par le collectif contre UGI'RING avec l'association support Actions Citoyennes Pour La Léchère que j'ai pris connaissance du projet. Pas un flyer, pas un tract, pas un affichage à l'ancienne mairie de Grand-Cœur, pas un courrier ne m'ont été adressé.

Quand j'ai contacté [REDACTED] le Maire du Grand-Aigueblanche, ce dernier m'a répondu « qu'un affichage en mairie d'Aigueblanche était suffisant », quant au maire de La Léchère, j'attends encore son appel...

Depuis, un affichage à Grand-Cœur est apparu !

Le défaut d'information est réel. Quand j'interroge des voisins et des résidents (résidence principale ou secondaire), certains ne sont même pas au courant...

Heureusement qu'un collectif s'est chargé de communiquer.

J'habite dans le Rhône et je suis malheureusement concerné par cette problématique d'information des mairies. Pour info, je viens de recevoir dans ma boîte aux lettres un flyer d'information concernant une transformation d'un site classé SEVESO du département de l'Isère situé à 30 km alors que je suis dans le département du Rhône. Ceci est de l'information ! Et je ne vous parle pas du délai de l'enquête publique.

Pour cette raison, je vous prie de bien vouloir prolonger la durée de l'enquête publique afin que toutes les personnes concernées, de près ou de loin, soient REELLEMENT informées sur ce projet.

De plus, la décision d'implantation de ce type d'industrie ne doit pas se prendre sans peser tous les arguments et sans penser au long terme.

Questions et remarques concernant le projet :

1/ Avec les piles importées de centres de tri et les coproduits produits par UGITECH (poussières métalliques, boues, battitures) que veut recycler UGI'RING, je ne vois pas dans le rapport comment sont pris en compte le stockage et les process de transformation ainsi que la prise en compte de tous les polluants éternels : PFAS, etc... contenus dans les produits à recycler.

Quels sont les process de contrôle par un intervenant extérieur et totalement indépendant ? A quelles fréquences ? Des capteurs pour analyses des fumées seront-ils installés dans l'enceinte de l'usine (comme cela est le cas dans les entreprises de la vallée du Rhône) et dans les établissements accueillant du public (comme cela est le cas dans ma société située non loin d'un site Seveso seuil haut) ? Pour information, pour mesurer la qualité de l'air et l'impact des fumées nocives, c'est une obligation que les entreprises ont dans le secteur du Rhône et de l'Isère (dans mon bureau accueillant du public situé à plusieurs km et qui n'a aucun lien avec l'industrie, un technicien a posé différents capteurs qui sont relevés plusieurs fois dans l'année : c'est un organisme indépendant qui en est chargé).

Si un tel site devait s'installer, il serait sérieux de mandater des cabinets indépendants voire externe à notre département pour éviter tout souci de l'ordre du conflit d'intérêt et d'installer ce type de capteurs dans et autour du site.

Des autocontrôles constants avec enregistrement vont-ils être mis en place ? En cas de dépassement des « normes », quelles actions seront mises en place pour aviser la population ? Qui sera en charge de ces contrôles : il serait judicieux que cela soit un bureau indépendant pour que ce soit « écoresponsable » car on ne peut pas être juge et partie.

Le site sera-t-il dépollué avant toute réinstallation car, à la lecture du rapport d'UGI'RING, certains espaces seront conservés. Ces espaces seront-ils conservés en l'état ou réellement dépollués ?

Le risque de contamination par les sols et l'air est réel. Il suffit de voir ce qui se passe à Lyon/Pierre Bénite concernant le site Arkema où aujourd'hui, la préfecture du Rhône vient de prendre une décision lourde : la consommation de produits alimentaires produits à 500 m autour du site est fortement déconseillée et il est interdit d'utiliser les eaux pluviales et/ou souterraines ... Le périmètre va certainement être élargi. Ceci est le résultat des polluants éternels dispersés par les fumées qui se sont accumulés au fil du temps contaminant ainsi sols, eau et environnement. Ce sont ces produits que nous retrouvons dans nombres de matériaux et notamment dans les piles, les aciers etc... Des études complémentaires ont été diligentées

Pour rappel, l'INERIS est en train de classer ces risques. C'est avec le temps que ces polluants dit éternels font leur œuvre et maintenant, certains industriels en prennent conscience. J'entends parler dans ce dossier d'expérience, d'historique alors il est temps de revoir ce dossier au regard de nouvelles études et de l'expérience des autres industries du secteur !

Je tiens à vous rappeler que les fumées, autour de Château-Feuillet, on connaît. Alors quand vous annoncez des cheminées encore plus hautes et en plus grand nombre, nous ne pouvons qu'être dubitatif. S'entendre dire par une élue, en réunion, que les fumées émises ne seront que des vapeurs d'eau n'est pas sérieux et exact ! Peut-on avoir des réponses claires et surtout vraies ? D'ailleurs, comment va se faire le contrôle de ces fumées pour éviter tout « délestage » en fin de journée ou nuit : y-a-t-il des capteurs constants de prévus sur une telle installation ? Il serait judicieux d'en prévoir si tel n'est pas le cas et surtout de les contrôler ! L'expérience du passé ...

De plus, quand on prend connaissance de l'avis émis par la MRAE Auvergne Rhône-Alpes n°2023-ARA-AP-1606 sur le projet de mise en exploitation du site UGI'RING, il faut souligner que de nombreux points essentiels à une étude d'impacts sont approximatifs et comportent des lacunes. Cet avis précise même « qu'il ne permet pas une bonne compréhension par le public ». Les réponses apportées par UGI'RING ne sont pas probantes. Il convient de refaire une étude claire et précise sur de nombreux points par un bureau d'étude indépendant.

Ce sujet est à prendre au sérieux pour des raisons de sécurité, de santé, de salubrité publique et de protection de la nature et de l'environnement autour de ce projet.

Il nous est interdit de penser à court terme. En effet, ce ne sont pas une cinquantaine d'emplois dans un premier temps, voire une centaine créée à terme qui sont en jeu mais l'avenir de plusieurs millions d'être vivants.

Nos actions d'aujourd'hui auront des conséquences sur demain, nos enfants et au-delà. Ne négligeons pas les expériences et les conséquences des usines de la vallée de la chimie, des mines dans le Nord de la France et bien d'autres.

2/ UGI'RING va être consommatrice d'eau dans son process. A l'heure où se pose, dans la vallée, comme dans le reste du monde le problème de la raréfaction de l'eau ? Que durant les périodes de fortes chaleurs nous sommes interdit d'utiliser l'eau ; que les glaciers disparaissent (celui de Celliers a disparu), est-il judicieux d'implanter une telle industrie ?

3/ Le choix d'implantation de cette entreprise UGI'RING est une véritable interrogation.

LA LECHERE (73) et les communes environnantes sont enclavées par des montagnes où cohabitent :

une industrie,
des habitations,
des écoles,
des exploitations agricoles
des commerces,
des termes,
des zones artisanales en plein développement et/ou en cours de création,
des cours d'eau affluents l'Isère
un réseau routier et ferroviaire problématique en cas de risque d'éboulements, d'intempéries
et bien congestionnés durant les week-end de la saison hivernale,
mais aussi la faune et la flore dont des chamois qui n'ont pas la possibilité de s'exprimer.

Comment ont été évalués les risques ?

La réglementation européenne, traduit en droit français, ne préconise-t-elle pas d'éloigner les habitations, etc... autour d'une site Seveso classé seuil haut ?!

Quelles sont les obligations en conséquence qui vont s'appliquer et notamment en termes d'urbanisme ?

Quels sont les plans d'urgence interne et externe qui seront mis en œuvre ? Ainsi que la gestion de la sécurité ? Des questions qui restent sans réponse claire, nette et précise.

Les incidences économiques, écologiques et environnementales ont-elles été prises en compte ?

Certes, quand tout va bien, ce site est idéal pour l'accès des camions, l'acheminement des personnes mais quand, durant l'hiver, la 2x2 voies est entièrement « paralysée » ainsi que les jours « évènementiel », on peut légitimement se poser les questions suivantes :

Le réseau routier actuel est-il adapté en cas de problèmes majeurs sur le site ?

Quels sont les moyens d'accès des secours ?

Quel est le plan d'évacuation des populations ? ; en prenant en compte, bien naturellement, que certains cols ne sont pas accessibles toute l'année. De plus, l'axe secondaire est une route peu large et sinueuse où il peut y avoir des éboulements. Il ne faut pas raisonner en flux moyen de véhicules mais sur une journée notamment le samedi voire le dimanche, sans oublier les jours d'évènements internationaux (championnat de ski, tour de France, JO en 2030 ?, ...).

Je déplore une information inaccessible ou peu existante à ce sujet. Pourriez-vous nous éclairer ?

La seule réponse apportée par un élu est la création d'une cinquantaine d'emplois voir cent emplois à terme et cela, sans nous en expliquer les contreparties : financières, économiques, environnementales...

Ce type d'industrie entraine forcément une mauvaise image sur le secteur, par conséquent combien d'emplois risquons-nous de perdre dans divers domaines : tourisme, commerces de proximité, restauration, hébergement saisonnier, les Thermes de La Léchère... Les secteurs de l'agriculture et de l'artisanat seront également concernés. L'image de la production du Beaufort sera également fortement impactée (les tarines mangent de l'herbe qui a subi les fumées !).

De plus, à plus ou moins long terme, les agriculteurs, maraichers et autres métiers vivant des produits de la terre peuvent se voir interdire ou limiter l'exploitation des terres à cause d'une pollution et donc d'un risque d'intoxication du consommateur. Un élu m'a dit qu'Albertville, c'était le passé mais quand je lui ai parlé Arkema de PIERRE BENITE (69), là, c'est le présent... Sa rhétorique a pris fin.

La cohabitation de cette nouvelle entreprise et des entreprises existantes ne semble pas judicieuse et compatible.

Quels seront les conséquences pour les habitants et leur devenir ?

Quel sera le périmètre Seveso qui sera impacté ?

Quelle va être la nouvelle politique de maîtrise de l'urbanisation qui va être induite et surtout imposée par la directive n° 2003/105/CE ?

De nombreuses questions se posent et les éléments de réponses apportées par certains élus sont flous et très cyniques voire ironiques : éventuellement fermer une école et regrouper ses élèves avec un groupe scolaire plus éloigné pour éviter la proximité avec le site UGI'RING !

changer les fenêtres pour résister à un souffle (qui supportera ce coût car les normes en zone Seveso sont strictes, il n'y a qu'à lire les conditions générales des contrats d'assurance habitation pour les habitants dans ces zones) ...

L'impact pour ceux qui demeurent depuis bien longtemps sera conséquent et des réponses s'imposent. La réponse qui revient souvent est : « on verra après... ».

Ceci n'est ni professionnel, ni constructif... Un projet d'installation d'une usine classée Seveso niveau haut n'est pas à prendre avec légèreté pour le quotidien et le devenir. J'attends des réponses claires pour que, nous aussi, puissions prendre des décisions quant à notre avenir et l'impact financier (projet de vie, etc...).

4/ Pour effectuer leur étude et pour émettre leur avis, UGI'RING et les maires se sont appuyés sur le PLU de La Léchère de février 2016 accompagné d'un PADD. Ces documents posent les enjeux afin de définir les orientations.

Pour faire court, les enjeux et de fait, les orientations ainsi définies sont :

- optimiser le développement touristique et de loisirs
- préserver la qualité des paysages et de l'environnement
- soutenir l'activité existante

Ceci est problématique dans les choix pris :

- Comment des cheminées de plus de 30 m et en nombre préservent la qualité des paysages ?
- Comment l'installation Seveso est un attrait pour attirer les touristes ? (Des visites guidées sont-elles prévues en nombre ? C'est le tourisme demain ?)
- la norme Seveso est une norme de qualité environnementale et donc agit pour la préservation de l'environnement ?!!
- UGI'RING fait-il partie de Château-Feuillet depuis longtemps pour pouvoir affirmer « soutenir l'activité existante » au détriment de l'agriculture, des commerces existants etc, ...?

D'ailleurs, une question (moins ironique) s'impose concernant l'urbanisation et le développement de nombreux projets immobiliers : les nouveaux acquéreurs ont-ils été informés d'un tel projet comme le stipule la loi ? Quel coût financier et réparations pécuniaires va-t-il en découler s'il s'avère que ce projet est connu par nos élus depuis un temps certain ? Le risque financier n'est ici pas négligeable.

L'impact sur l'immobilier existant et/ou en cours de construction est à prendre au sérieux.

Si ce projet est sans risque et va permettre d'attirer des nouveaux habitants (également résidents secondaires et hébergements de tourisme), pourquoi ne pas avoir informé les résidents et futurs acquéreurs ?

5/ La rédaction du PPI (Plan Particulier d'Intervention), obligatoire en cas d'implantation d'une entreprise à risque SEVESO, a-t-il bien pris en compte toutes les contraintes d'accès des secours liées au lieu d'implantation ? (voir point n°3).

6/ Face aux risques liés aux émissions de particules fines, aux gaz toxiques rejetées, etc... le risque de contaminations par l'air, l'eau et les sols sont des réalités à court, moyen et long terme. Ce sont des polluants éternels qui portent malheureusement bien leur nom !

Vouloir faire cohabiter dans une vallée encaissée ce type d'activité avec :

une économie agricole forte dont la production du Beaufort et n'oublions pas l'image de ce dernier qui rayonne au-delà de sa zone de production ;

le tourisme (thermes de La Léchère, stations de ski VALMOREL et NAVES pour les plus proches, etc...),

des habitations et écoles proches,

un réseau routier enclavé,

etc...

est un acte fort de conséquences pour l'avenir et également notre économie.

J'entends parler de souveraineté et de savoir-faire français dans ce projet mais ce groupe est bel et bien détenu par des suisses et un russe principalement. Engager autant d'aides financières et d'argent du contribuable n'est pas à prendre à la légère. Quelles garanties réelles ont été prises ?

Les risques de sécurité, de santé, de salubrité publique sont réels. La protection de la nature et de l'environnement autour d'un tel site est importante.

L'avenir des générations futures est mis en péril par l'installation de ce type d'industrie.

Ce sujet est trop important pour être étudié en quelques semaines. Des études prolongées, des réponses aux populations sont obligatoires. Les générations futures nous jugerons sur nos actes.

Un habitant de Grand-cœur (4^e génération)